

SYRIE

L'armée syrienne rentre dans Palmyre

**L'armée gouvernementale syrienne a repris le contrôle de la partie historique de Palmyre (Tadmor), a annoncé à l'agence Sputnik un général de brigade.**

«L'armée syrienne a repris le contrôle de la ville historique de Tadmor en se servant d'armes à feu», a indiqué l'interlocuteur de l'agence, soulignant de cette manière que l'armée n'avait pas eu recours aux frappes aériennes.

La semaine dernière, le président Poutine a assuré les militaires russes de retour de Syrie que Palmyre serait reprise aux djihadistes de Daesh. A son tour, l'ambassadeur syrien en Russie Riad Haddad a déclaré que l'armée syrienne avait réussi à préparer la reprise de Palmyre grâce au soutien du contingent des Forces aérospatiales russes qui se trouvait

en Syrie depuis l'automne 2015.

La ville de Palmyre, dont les vestiges sont classés au patrimoine mondial par l'Unesco, a une importance aussi bien historique que stratégique. Un désert s'étend au nord et au nord-ouest de Palmyre. La reprise de la ville a privé Daesh du contrôle de 20% des territoires occupés. Le commandement des forces armées syriennes pourrait ainsi entamer une progression vers la ville de Raqqa, «capitale» de Daesh, et procéder au déblocage de Deir ez-Zor, assiégée par les terroristes.

Par ailleurs, le gouvernement syrien a donné son feu vert pour que

de l'aide humanitaire parvienne à davantage de zones assiégées, mais refuse toujours l'accès à deux fiefs rebelles, Douma et Daraya, a déclaré hier un haut responsable de l'ONU.

Jan Egeland, chef d'un groupe de travail humanitaire sur la Syrie, a salué les «progrès» enregistrés dans l'accès des convois d'aide aux civils syriens.

«Nous avons désormais atteint 384 000 personnes depuis le début de l'année dans les zones difficiles d'accès ou assiégées», a-t-il dit lors d'une conférence de presse organisée en marge des pourparlers de paix sur la Syrie à Genève. Un convoi du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), du Croissant-Rouge arabe syrien et des Nations Unies a ainsi atteint mardi 56 000 personnes dans la région d'Al-Houleh (centre), où il n'y avait pas eu d'aide de l'ONU depuis octobre, a-t-il annoncé.

«Le convoi de 27 camions transportait des vivres, du matériel pour réparer le système d'approvisionnement en eau, ainsi que des secours médicaux», a précisé le CICR dans un communiqué. «Un deuxième convoi prévu dans les prochains jours transportera des générateurs et des équipements pour assurer l'approvisionnement en eau.» Le week-end dernier, «nous avons aussi réussi à nous rendre dans l'ouest d'Alep», a ajouté M. Egeland, dont la «task-



Photo : DR

La ville de Palmyre libérée.

force» a pour objectif de permettre l'accès à 1,1 million de Syriens d'ici la fin avril. Pour ce faire, il a demandé au gouvernement du président Bachar al-Assad d'autoriser les convois à se rendre dans onze zones assiégées ou difficiles d'accès. «Nous avons reçu des assurances orales de la part du gouvernement pour 8 ou 9 d'entre elles», a-t-il précisé. Parmi les villes assiégées par le régime, il ne manque que Douma et Daraya, «des bastions de l'opposition situés près de Damas», a-t-il dit. Quant à la région de Deir Ezzor, près de la frontière avec l'Irak, où environ 200 000 personnes sont encerclées

par le groupe terroriste Daesh «je pense que nous pourrions bientôt dire que nous avons réussi à larguer des colis par les airs», a-t-il poursuivi. «C'est une question de jours ou de semaines, mais pas de mois.» La cessation des hostilités en vigueur en Syrie depuis le 27 février — sauf pour les zones contrôlées par les groupes terroristes Daesh ou Al-Nosra — a grandement facilité l'accès aux civils.

En cinq ans, la guerre en Syrie a fait 270.000 morts et poussé des millions de personnes à l'exode.

Les discussions en cours en Suisse visent à trouver une issue politique au conflit.

LIBYE

L'émissaire de l'ONU empêché de se rendre à Tripoli

**Le chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) Martin Kobler a annoncé mercredi ne pas avoir pu se rendre dans la capitale Tripoli où il espère voir s'installer le gouvernement d'union nationale.**

«J'ai dû annuler une fois de plus une visite à Tripoli», a dit sur Twitter M. Kobler qui se trouve actuellement en Tunisie. La Manul «doit pouvoir se rendre à Tripoli», a-t-il ajouté.

L'émissaire de l'ONU n'a pas donné la raison de l'annulation de sa visite mais un porte-parole de la Manul a indiqué à l'AFP que son vol avait été «bloqué», sans plus de détails. Ni M. Kobler ni le porte-parole n'ont indiqué qui était à l'origine de

ce blocage mais Tripoli se trouve aux mains de Fajr Libya, une coalition de milices, notamment islamistes, qui est fermement opposée à l'établissement dans la capitale du gouvernement d'union qui a été «imposé depuis l'étranger» selon elle.

Or, M. Kobler a indiqué sur Twitter que sa visite programmée mercredi à Tripoli visait à «préparer le terrain à l'installation du conseil présidentiel», une instance composée de neuf membres de factions rivales qui a récemment proclamé le gouvernement d'union nationale.

Le conseil présidentiel est né d'un accord conclu en décembre 2015 sous l'égide de l'ONU entre certains des membres des deux Parlements rivaux : celui basé à Tripoli proche de Fajr Libya et un autre légitime, basé dans l'est.

Les autorités basées dans l'est s'opposent elles aussi au gouverne-

ment d'union nationale tel que proposé par le conseil présidentiel. Pour être officiellement investi, le gouvernement d'union nationale devait obtenir un vote de confiance du Parlement de l'est avant de s'installer à Tripoli. Mais le conseil présidentiel a proclamé le 12 mars son entrée dans ses fonctions sans le vote de confiance requis.

Mardi soir, les autorités à Tripoli ont réitéré qu'elles «ne céderaient pas le pouvoir». De son côté, le conseil présidentiel a renouvelé son intention de s'installer à Tripoli «dans les tous prochains jours», selon sa page Facebook.

La Libye est déchirée par des violences depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Le groupe terroriste Daesh a profité de cette instabilité pour s'y implanter en 2014 puis accroître son influence.

MIGRANTS

Après le HCR, MSF refuse de cautionner en pratique l'accord UE-Turquie

L'ONG Médecins Sans Frontières a annoncé hier qu'elle cessait ses activités dans le hotspot de Moria, sur l'île de Lesbos, par refus de cautionner sa transformation en centre de détention pour migrants dans le cadre de l'accord UE-Turquie, censé barrer la route migratoire égéenne.

«Cette décision extrêmement difficile a été prise après l'accord qui va conduire au renvoi forcé de migrants et demandeurs d'asile», a expliqué MSF dans un communiqué. Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) avait également annoncé mardi avoir suspendu «certaines de ses activités» dans les hotspots grecs, qui sont au total cinq sur les îles égéennes, «conformément à notre politique qui s'oppose à la détention obligatoire» des demandeurs d'asile. HCR et MSF vont notamment cesser d'aider aux transferts des migrants par bus des côtes jusqu'aux hotspots.

«Continuer à travailler à Moria nous rendrait complice d'un système que nous considérons à la fois injuste et inhumain», a relevé Marie Elisabeth Ingres, chef de mission de l'ONG en Grèce. «Nous ne laisserons pas notre assistance être instrumentalisée pour des opérations d'expulsions massives», a-t-elle insisté. MSF s'était déployée depuis juillet à Moria pour y apporter une assistance médicale, un soutien psychologique, du matériel d'hygiène et y mener des travaux d'assainissement.

Construit grâce à des fonds européens, le camp de détention de Moria était devenu au fil de l'exode vers l'Europe des populations fuyant les conflits au Moyen-Orient un centre ouvert d'enregistrement et d'identification, censé permettre leur répartition en Europe. Mais avec l'entrée en vigueur dimanche de l'accord UE-Turquie prévoyant le renvoi dans ce pays de tous les arrivants sur les îles grecques, y compris les demandeurs d'asile syriens, ses portes se sont refermées sur les nouveaux entrants.

L'UE s'est engagée à respecter les règles du droit d'asile pour cette opération, mais les humanitaires la dénoncent. MSF a, toutefois, précisé qu'elle poursuivrait son assistance à Lesbos pour le sauvetage des arrivants et en faveur des personnes arrivées avant dimanche, restées quant à elles libres d'aller et venir et bénéficiant des plans de relocalisation dans l'UE. Interrogé par ailleurs sur le risque de tentatives de résistance des exilés à leurs renvois, le ministre grec adjoint de l'Intérieur, Nikos Toskas a admis que «certains pourraient se mettre en colère».

«Mais nous pensons que nous pouvons contrôler la situation», a-t-il ajouté, alors que la Commission européenne prévoit la mobilisation d'un millier d'effectifs «militaires et de sécurité» et 1 500 policiers grecs et européens, pour un total de 4 000 agents requis, pour encadrer l'opération.

VEILLÉE DU 40<sup>e</sup> JOUR

A la mémoire de notre cher et regretté  
**ATLOUH Ali**

Cela fait 40 jours, depuis cette date fatidique du 18 février 2016, que tu nous as quittés à jamais pour rejoindre un monde meilleur, laissant un grand vide que nul ne peut combler et un chagrin incommensurable, mais, telle a été la volonté de Dieu et nous ne pouvons que nous incliner devant !

En cette douloureuse circonstance, son épouse, ses fils, ses filles, ainsi que toute la famille **Atlouh**, parents et alliés, demandent à tous ceux qui l'ont connu et apprécié d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

*Que Dieu le Tout-Puissant ait son âme,  
lui accorde Sa Miséricorde et l'accueille  
en Son Vaste Paradis.*

**«Inna Li Allah oua Inna Ilaihi Radjioune.»**



PENSÉE

Cela fait un an,  
le 25 mars  
2015 que nous  
a quittés notre  
cher père



**AMRANI AREZKI**

laissant un vide immense.

En ce douloureux souvenir ses enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

*Repose en paix, papa.*

Nous ne t'oublierons jamais.